



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PROVENCE- ALPES-
CÔTE D'AZUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Arrêté n° AE- 002162/KK P du 05/05/2025

**portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R122-3-1 du Code de l'environnement**

Le préfet de région,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2 à R122-3-1 ;

Vu l'arrêté du ministre de la Transition écologique et de la cohésion des territoires du 16 janvier 2023 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté du Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur n°R93-2025-01-20-00004 du 20/01/2025 portant délégation de signature à Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro 002162/KK P, relative à la réalisation d'un projet de Centre National de Primatologie sur la commune de Rousset (13), déposée par le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), reçue le 18/03/2025 et considérée complète le 01/04/2025 ;

Considérant la nature du projet, qui relève de la rubrique 39 a) du tableau annexe de l'article R122-2 du Code de l'environnement et consiste en la réalisation d'une extension des installations existantes de la station de primatologie sur le site du CNRS sur une surface foncière de 169 619 m² pour une surface de plancher totale de 10 771 m² comprenant :

- le désamiantage et la démolition de 2 600 m² de bâti datant des années 1970-1980 ;
- la construction de 9 animaleries d'une superficie variant entre 300 m² et 1 200 m² pour une superficie totale de 8 100 m² ;
- la restructuration et l'extension du bâtiment dédié aux soins de 800 m² ;
- la construction :

- d'un bâtiment de 800 m² dédié à la logistique ;
- d'un bâtiment de 1 000 m² dédié aux activités tertiaires ;
- la reprise et/ou l'extension de 600 m de voirie existante pour desservir les bâtiments ;
- la réalisation potentielle d'un système de géothermie de faible importance ;
- l'évolution des installations d'assainissement non-collectif présentes sur le site ;

Considérant que le projet nécessite également le défrichement de pinède d'une surface de 2 500 m² ;

Considérant que ce projet a pour objectifs de :

- garantir à la recherche académique française une autonomie d'élevage en singes ;
- offrir aux singes les meilleures conditions de vie possibles, en allant au-delà des normes réglementaires européennes déjà très exigeantes, et en développant, avec le soutien d'éthologues et de vétérinaires, des programmes d'enrichissement du milieu de vie basés sur les besoins et les attentes des animaux ;
- réduire les impacts environnementaux de l'élevage de singes tout en dotant le site d'installations qui s'insèrent de manière respectueuse dans leur environnement ;
- doter le site de dispositifs renforcés en matière de sécurité et de sûreté permettant une gestion efficiente des risques inhérents aux activités ;
- offrir aux personnels des conditions de travail attractives qui permettent notamment une prise en charge optimales des tâches les plus répétitives et les plus pénibles liées principalement aux activités de zootechnie ;
- mettre en place des installations dont les coûts d'exploitation et de maintenance seront limités autant que possible et maîtrisés sur le long terme sans dégradation de leur qualité ;

Considérant la localisation du projet :

- en zone A, correspondant à des zones à vocation agricole du territoire, du plan local d'urbanisme dont la dernière procédure a été approuvée le 01/04/2025 ;
- sur un site anthropisé déjà occupée par la station de primatologie ;
- en zone B2, correspondant à une zone faiblement à moyennement exposée, du plan de prévention des risques de mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait-gonflement des argiles approuvé le 28/07/2007 ;
- en zone d'aléa faible à très fort de la carte du porter à connaissance d'incendie de forêt du 23/05/2014 modifié le 04/07/2017 établie et mise à disposition par la préfecture des Bouches-du-Rhône¹ ;
- pour partie en zone de crue exceptionnelle de la carte de l'aléa de référence du porter à connaissance inondation bassin versant de l'Arc de janvier 2016 établie et mise à

¹ <https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-risques-naturels-et-technologiques/La-prevention/Porter-a-Connaissance-du-risque-incendie-de-foret>

disposition par la préfecture des Bouches-du-Rhône² ;

- dans une commune concernée par une servitude d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques par arrêté préfectoral du 13/12/2018 ;
- en zone de sismicité d'aléa 2 (faible) au regard du zonage sismique de la France en vigueur depuis le 1er mai 2011 (cf. article D563-8-1 du Code de l'environnement) ;
- en bordure :
 - du cours d'eau « L'Arc » identifié par le SRADDET³ avec un objectif de remise en bon état ;
 - de la zone humide n°13TDV104 « L'Arc amont (de la source aux gorges de Langesse) » ;
- dans le domaine vital de l'aigle de Bonelli, espèce menacée et protégée faisant l'objet d'un plan national d'actions (PNA) ;
- en zone de présence probable à hautement probable du Lézard ocellé, espèce menacée et protégée faisant l'objet d'un PNA ;
- à proximité immédiate :
 - de l'autoroute A8 ;
 - d'une déchetterie ;

Considérant que, selon les renseignements portés par le pétitionnaire dans son formulaire de dépôt, « *Le projet est susceptible d'engendrer les incidences suivantes :*

- *Une évolution des débits pluviaux due à l'augmentation de la surface imperméabilisée ;*
- *Une modification des écoulements de l'Arc pendant la crue ;*
- *Une perturbation de la faune pendant les travaux ;*
- *Une pollution accidentelle pendant les travaux ;*
- *Une destruction d'habitat pour la libération des emprises ;*
- *Des rejets dans l'Arc ;*
- *Une consommation de matériaux pour les constructions. »*

Considérant que le pétitionnaire a fait réaliser :

- une synthèse intermédiaire des enjeux diagnostic écologique mettant en évidence des enjeux :
 - modérés à fort localement pour les chiroptères ;
 - modérés pour l'avifaune et les reptiles ;

2 <https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-risques-naturels-et-technologiques/La-prevention/Porter-a-Connaissance-inondation-bassin-versant-de-l-Arc>

3 Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires

- très faibles à faibles pour les insectes et autres mammifères ;
- une étude relative au risque d'incendie de forêt ;
- une étude des sols qui n'a pas relevé de pollution des sols sur le site ;

Considérant toutefois que les études suivantes n'ont pas été réalisées (ou sont toujours en cours) et sont nécessaires à la détermination des incidences potentielles du projet sur l'environnement :

- une étude écologique complète avec un inventaire quatre saisons pour appréhender les impacts du projet sur la faune et la flore, notamment sur les espèces protégées recensées ;
- une étude hydraulique dans le but notamment d'appréhender la possibilité d'aggravation des risques naturels d'inondation par le projet ;
- une étude assainissement ;
- une étude de faisabilité géothermique ;
- une étude complémentaire des sols avec prélèvements visant à confirmer l'absence de pollution ponctuelle liée à des équipements techniques ;

Considérant qu'en l'absence des résultats de ces études, les mesures ERC⁴ à mettre en œuvre pour limiter les impacts du projet sur l'environnement sont insuffisantes ou inexistantes pour plusieurs enjeux ;

Considérant l'absence d'informations relatives à :

- la prise en compte des incidences du défrichement et des obligations légales de débroussaillage ;
- l'appréhension des incidences potentielles de l'éventuel dispositif de géothermie ;

Considérant les impacts potentiels du projet sur l'environnement qui concernent :

- la biodiversité, les habitats naturels et potentiellement plusieurs espèces protégées ;
- l'assainissement des eaux et la gestion des effluents du projet ;
- la préservation des milieux aquatiques ;
- la vulnérabilité du projet vis-à-vis des risques naturels ;
- le risque d'aggravation des risques d'incendie de forêt et d'inondation ;

Arrête :

Article 1

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de

4 Éviter, Réduire, Compenser

l'environnement, le dossier de demande d'autorisation du projet de Centre National de Primatologie situé sur la commune de Rousset (13) doit comporter une évaluation environnementale dont le contenu est défini par l'article R122-5 du Code de l'environnement.

Les objectifs spécifiques poursuivis par la réalisation de l'évaluation environnementale sont explicités dans les considérants de la présente décision. Ces objectifs sont exprimés sans préjudice de l'obligation pour le maître d'ouvrage de respecter le contenu de l'évaluation environnementale, conformément aux dispositions du Code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3-1 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

Le présent arrêté est publié sur le portail internet de l'évaluation environnementale⁵. La présente décision est notifiée à Centre National de la Recherche Scientifique.

Fait à Marseille, le 05/05/2025.

Pour le préfet de région et par délégation,

Voies et délais de recours d'une décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale
--

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après :

1- Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

- Recours gracieux :

Monsieur le Préfet de région, préfet des Bouches-du-Rhône
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
Service Connaissance, Aménagement Durable et Évaluation
16, rue Zattara
CS 70248
13331 - Marseille cedex 3

(Formé dans le délai de deux mois suivant la notification/publication de la décision, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

- Recours hiérarchique :

Monsieur le Ministre de la transition écologique et solidaire
Commissariat général au développement durable
Tour Séquoïa
1 place Carpeaux
92055 Paris – La-Défense Cedex

(Formé dans le délai de deux mois suivant la notification/publication de la décision, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

2- Recours contentieux :

5- <https://evaluation-environnementale.developpement-durable.gouv.fr/#/public/portalReviews?place=Provence-Alpes-C%C3%B4te%20d'Azur>

Tribunal administratif de Marseille
31 Rue Jean-François Leca - 13002 Marseille

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).